

Politique Sociale, imagination et courage: quelques réflexions sur la monnaie sociale¹

Heloisa H. Primavera, Montréal, juillet 2000²

Résumé:

On ne peut que constater qu'en matière de croissance économique et de recherche d'équité, l'Amérique Latine se retrouve face à une seconde "décennie perdue". C'est pourquoi il nous semble justifié de tenter l'élaboration d'une *nouvelle optique d'observation* des modèles conceptuels utilisés jusqu'à présent. De cette façon, nous souhaitons pour le moins contribuer à renouveler l'espoir, à l'instant de définir des politiques sociales capables de changer le cours du seul phénomène dont on peut observer la croissance effective : la pauvreté.

Le Rapport sur le Développement Humain 1999 du PNUD recommandait de *"réinventer une structure de gouvernement mondial ayant pour but le développement de toute l'humanité et une plus grande équité entre les êtres humains"*. Notre vision se base sur une radicalisation de la *critique épistémologique* des modèles utilisés actuellement, ainsi que sur la nécessité d'*attribuer de nouvelles responsabilités* aux différents acteurs sociaux.

Pour cela, nous analyserons brièvement la signification de l'émergence et de l'évolution du Réseau Global de Troc en Argentine. Cet exemple illustre une forme créative d'abandon du paradigme traditionnel, laquelle exerce une influence transversale sur de multiples problèmes dont souffre notre société et articule différents acteurs dans l'élaboration de nouvelles stratégies visant à améliorer leur qualité de vie.

Par ailleurs, nous procéderons à quelques réflexions sur la récente mise en pratique du Programme d'Alphabétisation Économique, défini comme un nouvel espace possible d'articulation entre l'Etat, la Société Civile et – pourquoi pas? – le Marché. Finalement, par l'exemple donné par une citoyenneté organisée de façon très libre au sein de plus de 500 groupes de troc ("clubs" ou "Nodos") distribués dans tout le pays, — lesquels conditionnent, dans différentes proportions, la vie de plus de 400.000 personnes qui produisent et consomment entre 5 et 7.000 millions de dollars chaque année —, nous lançons un appel à la responsabilité des différents acteurs sociaux face à la tâche d'*innover sur le plan du discours*, et les invitons à avoir le *courage* de définir de nouveaux cours d'action en matière de politiques sociales. Imitant en cela ceux qui - sans l'aide de l'État - ont été capables de mettre en marche des systèmes d'économie solidaire alternatifs, qui se développent à présent dans toute la région. Notre argumentation reprendra les thèmes suivants:

1. QUI EST RESPONSABLE DE QUOI ? : DES FAITS ET DES INTERPRETATIONS.

2. UNE REPONSE RAPIDE A LA LENTE AGONIE DE L'ÉTAT PROVIDENCE.

¹ Des versions préalables de cet article ont été présentées au Séminaire International sur la "Globalisation des Marchés Financiers et ses impacts sur les pays émergents" (Globalization of Financial Markets and its Effects on the Emerging Countries"), organisé par l'Institut International Jacques Maritain, la Commission Economique pour l'Amérique Latine (CEPAL) et le Gouvernement du Chili, à Santiago (du 29 au 31 mars 1999) et au IV Congrès International du Conseil Latino-américain d'Administration pour le Développement (CLAD) sur la Réforme de l'Etat et de l'Administration Publique, au Mexique, (du 19 au 22 octobre 1999), sous le titre "*La monnaie sociale du Réseau Global du Troc en Argentine: une nouvelle donne?*"

² L'auteur est Professeur et Chargée du Département de Management Social, de la Maîtrise en Administration Publique de la Faculté des Sciences Économiques de l'Université de Buenos Aires / INAP, Argentine, où elle dirige un Programme de Recherche et Diffusion d'Innovations en Administration Publique. Elle est membre fondateur du Groupe Promoteur du Réseau Global du Troc et responsable de la diffusion de l'expérience à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Elle est aussi membre fondateur et chargée d'animation du REDLASES — Réseau Latino-Américain de Socio-Économie Solidaire — et membre de l'*Alliance pour un Monde Responsable, Pluriel et Solidaire*. Adresse postale: Posadas 1120 26C (1011) Buenos Aires, Argentine. E-mail: primavera@clacso.edu.ar <http://www.redlases.org.ar>

3. **LE HASARD ET LA NÉCESSITÉ: LES CITROUILLES DE BERNAL**
4. **UNE DECLARATION DE PRINCIPES: CELLE DU RÉSEAU "GLOBAL" DE TROC.**
5. **DES ACTES QUI DONNENT DU SENS AUX PAROLES.**
6. **PLUS D'UN FUTUR POSSIBLE POUR LA POLITIQUE SOCIALE: MAIS AVEC QUI?**
7. **POSTFACE**
8. **BIBLIOGRAPHIE**

MOTS-CLÉS:

- * *cécité cognitive -) inertie épistémologique -) irresponsabilité conceptuelle*
- * *responsabilité ou imagination: changement/transformation ou "statu quo"*
- * *Etat Providence -) état de malaise -) état déserteur -) état inducteur*
- * *nouveaux paradigmes de la connaissance: retour au passé ou réinvention du marché?*

1. QUI EST RESPONSABLE DE QUOI ? : DES FAITS ET DES INTERPRETATIONS.

Selon les rapports des différents organismes nationaux et internationaux, en termes de croissance économique et de redistribution de la richesse, une seconde "décennie perdue" vient de s'achever pour l'Amérique Latine. Cette persistance semble indiquer que *soit les stratégies de croissance et de distribution mises en place n'étaient pas les bonnes, soit que, si elles l'étaient, elles ont été mal appliquées et ce, dans tous les pays de la région...* D'autre part, si nous nous reportons aux chiffres du Rapport sur le Développement Humain 1999, nous pouvons conclure que c'est la construction-même des indicateurs de pauvreté (y compris ceux du Développement Humain) qui est en cause: la preuve en est la persistance du débat entre les différentes théories du Post-développement. Chaque année, le Rapport aborde un thème en profondeur, tel, par exemple, les inégalités sociales, la discrimination des femmes, le manque de sécurité ou la consommation. En 1999, le Rapport s'est focalisé sur la mondialisation et ses conclusions ont mis en évidence les nouvelles inégalités provoquées par un accès différencié aux récentes technologies de l'information. L'idée d'une *mondialisation au visage humain*, qui se trouve au cœur de la proposition du Programme des Nations Unies sur le Développement (PNUD), implique un changement dramatique des valeurs qui sous-tendent la société globale vers une potentialisation de l'éthique, l'égalité, l'inclusion, la sécurité humaine, la durabilité et le développement social, considérés comme les bases fondamentales des nouveaux processus de mondialisation.

En même temps - et toujours selon le Rapport du PNUD – pour que ces buts soient atteints, les acteurs des nouveaux marchés globaux doivent forcément définir de *nouvelles règles du jeu économique*, basées sur de nouveaux accords multilatéraux en matière de commerce, services et propriété intellectuelle, soutenus et contrôlés en permanence par les gouvernements nationaux. De cette façon, la globalisation serait capable de générer de grandes opportunités pour le progrès de l'humanité dans son ensemble mais seulement dans le cadre d'une gouvernance plus forte que celle qui existe actuellement. Cette nouvelle gouvernance exigerait *la réinvention de la structure d'un gouvernement mondial qui se consacre à plus d'humanité et d'égalité.*

Par simple rigueur méthodologique, nous sommes en droit de nous poser quelques questions à propos des *fondements théoriques, politiques et techniques* de cette recommandation d'ordre général, — au-delà des conditions particulières de viabilité et de factibilité du cas par cas —. Et si nous voulons pousser encore plus loin le raisonnement, il convient de remettre en question ses

fondements *éthiques et épistémologiques*, presque toujours absents du groupe précédant, comme si les premiers étaient l'objet d'une préoccupation légitime de la part des *politiciens* et les seconds des *théoriciens* (en général décédés d'ailleurs), et ne pourraient coexister dans les pensées d'un même acteur social. Si nous ne procédons pas ainsi, cette démarche ne sera qu'un exercice théorique de plus, semblable en tous points aux exercices d'autocritique chronique auxquels nous ont habitués les organismes internationaux, ces mêmes organismes qui imposent les conditions des prêts, dictent les politiques économiques, sociales et la politique elle-même, et modèlent ainsi à court terme la vie des pays, dans ce qui leur reste de frontières nationales. Conditions et conseils *qui, dans leur mission fondamentale, ne constituent qu'une accumulation d'échecs depuis deux décennies.*

Notre perplexité face à la recommandation de *"réinventer une structure de gouvernement mondial"* nous a amené à prendre des distances d'avec les voies habituelles de l'analyse et nous a poussés à examiner certaines hypothèses souvent absentes de ce type de discussion. Et c'est précisément parce que le Rapport ne va pas dans ce sens, bien qu'il soit significativement plus innovateur que ses versions précédentes, que notre point de départ s'ébauche depuis une posture épistémologique spécifique, qui nous a permis de parcourir un chemin original dans la réinterprétation des relations entre l'Etat et la Société Civile, en général et des pratiques d'échange développées au sein du Réseau Global de Troc (RGT), en Argentine, en particulier.

Nous pensons qu'il est nécessaire de revoir pour le moins trois hypothèses de base et leurs conséquences dans le cadre d'une analyse critique des mécanismes de définition et d'élaboration des politiques sociales:

- *Notre manière de connaître la réalité;*
- *Notre manière de maintenir certains schémas théoriques d'observation, de diagnostic et de définition d'action;*
- *Les conditions dans lesquelles nous proposons un changement des schémas conceptuels précédents et/ou nous assumons la responsabilité d'en produire de nouveaux.*

En ce qui concerne *notre manière de connaître la réalité* - sans prétendre ébaucher plus que des arguments inspirateurs que nous avons entamés dans notre recherche sur le phénomène du troc - nous basant sur le paradigme linguistique constructiviste³, nous admettons que la réalité se construit avec des concepts et est perçue à partir des distinctions que nous réalisons ; il est donc nécessaire d'effectuer en permanence cette différenciation des faits d'avec leur interprétation, même si nous savons que l'être humain a tendance à considérer ses interprétations consensuelles comme des "faits" indiscutables. Ne pas reconnaître la présence de concepts dans la construction de la réalité nous entraîne vers la *cécité cognitive*, notion développée par Flores (1997) et qui constituerait le principal obstacle à la coordination d'actions entre les différents acteurs sociaux. Par ailleurs, comme la cécité cognitive n'est pas toujours constitutive, dans la mesure où nous n'avons pas la possibilité de connaître *toutes* les distinctions au moyen desquelles les différents acteurs sociaux "construisent" leur réalité, la seule chose que nous sommes à même de faire... c'est en tenir compte et nous ouvrir à de "nouvelles descriptions et à de nouveaux diagnostics", qui se fondent sur d'"autres" distinctions qui ne sont pas propres à notre tribu...

Admettre ce phénomène nous permet de comprendre pourquoi nous tendons à défendre certains schémas conceptuels - nécessaires, adéquats et dont nous ne pouvons nous passer - pour coordonner nos actions, sans prendre en compte la *légitimité* (cognitive, et non pas politique) de l'autre. Maintenir cette tendance conduit à une autre déviation du pluralisme démocratique cognitif, l'*inertie épistémologique*, laquelle exerce une énorme influence au moment de la construction de nouveaux consensus.

³ Cette école de pensée est clairement représentée dans une oeuvre aussi diverse que celle de l'école de Santiago (Humberto Maturana, Francisco Varela et Fernando Flores), et de celle désormais classique de Paul Watzlawick et Ernst Von Glaserfeld dans les années '70 et, plus récemment, celle de Michel Callon et Bruno Latour.

Finalement et comme conséquence des deux premières - que, étant donné leur caractère collectif, nous oserons traiter de "pathologies corporatives" - surgit une troisième tendance que nous serions obligés d'assumer nécessairement si nous voulons répondre aux défis posés par la politique sociale, main dans la main avec l'épistémologie et l'éthique: l'*irresponsabilité conceptuelle*.

En d'autres mots, en Amérique Latine nous faisons face à certains "faits" incontestables :

- Augmentation significative des niveaux de pauvreté;
- Aggravation de l'inégalité;
- Recrudescence de la criminalité urbaine;
- Accélération des inégalités face à l'accès aux nouvelles technologies de l'information.

Nous pouvons interpréter ces "faits" de différentes façons :

- Cet ordre social est injuste et devrait être modifié, y compris au bénéfice de la croissance économique elle-même.
- Cet ordre social est injuste, nous devons et nous pouvons le modifier, même si nous ne savons pas exactement comment.

Ces deux interprétations, qui correspondent à deux attitudes distinctes, supposent également des responsabilités distinctes. La seconde est sans doute plus familière aux théoriciens de la biologie qui savent l'infime probabilité que possédaient des atomes simples de se combiner et de former les premières macromolécules. C'est pourtant ainsi qu'un beau jour surgit la vie, malgré son improbabilité extrême, et c'est ce qui nous permet d'en parler aujourd'hui. De la même façon, nous espérons que le cas que nous allons exposer soit capable à son tour de provoquer l'improbable - *mais dans l'improbable, se cache le possible*. Cependant ces alternatives que nous recherchons exigent un sentiment de responsabilité vis-à-vis de la totalité, responsabilité que nous avons omise d'assumer jusqu'à présent, nous concentrant, chacun de notre côté et d'une façon toute cartésienne, sur des activités de plus en plus spécialisées. Peut-être nous manque-t-il seulement un peu d'imagination pour créer et de courage pour mettre en pratique ce que nous avons créé? Comme le firent les participants du premier Club de Troc, voici de cela à peine cinq ans.

2. UNE REPONSE RAPIDE A LA LENTE AGONIE DE L'ETAT PROVIDENCE

En Argentine, un des effets de ce phénomène complexe que, depuis quelques années, l'on dénomme *globalisation*, a été l'apparition de stratégies spécifiques destinées à affronter la transformation des relations mondiales entre acteurs politiques et économiques. Ce pays, traditionnellement considéré comme un pays "riche" dans la Région, s'est montré particulièrement vulnérable face aux changements de l'économie mondiale, en particulier au cours des vingt dernières années. Des indices de chômage de 16,2% ne sont pas acceptables dans des pays comme le nôtre, où l'Etat Providence de l'après-guerre s'est vu remplacé par un Etat de *Malaise*, qui vient à son tour d'être substitué par l'appellation d'Etat Déserteur, amplement justifiée par les dernières manifestations de paralysie auxquelles nous avons assisté, lors de l'interruption de la distribution d'énergie électrique dans un quartier du centre de Buenos Aires pendant plus de quinze jours. Cet incident n'est qu'une des manifestations inévitables d'une perte de contrôle additionnelle de la part de l'Etat, quelque soit le nom qu'on lui donne: la responsabilité en incombe aux responsables extérieurs de l'ajustement structurel, et en particulier mais pas exclusivement, aux différents organismes internationaux dont la mission consiste à faire respecter *les règles du jeu mondial*.

Dans ces circonstances, la naissance du Premier Club de Troc en Argentine peut se comprendre comme une réponse des bases de la société civile visant à assurer sa survie, dans les conditions de chômage les plus dures de la seconde moitié de ce siècle. A Bernal, à quelque trente kilomètres de Buenos Aires, un groupe d'écologistes préoccupés à la fois par la détérioration de la *qualité de vie* et la croissance accélérée du *chômage*, décide d'agir sur ces deux thèmes, et ce, dans une certaine mesure, afin que la perspective écologique s'ajuste à l'intérêt immédiat des habitants du quartier. Autrement dit, il s'agit d'une initiative du secteur émergent des "nouveaux pauvres", afin de retarder leur distanciation de l'échiquier du marché formel et du processus

d'exclusion sociale qui s'ensuit inexorablement. C'est ainsi qu'au sein du "Programa de Autosuficiencia Regional (PAR)", s'inaugure le 1er mai 1995 un premier club de troc composé d'une vingtaine de voisins hésitants, mais aussi plein d'espoir, qui expérimentent une façon de *construire ce bien-être* nié à la fois par la gestion des affaires publiques et le marché du travail. C'est-à-dire par l'Etat et le Marché, livrés à la logique propre du capitalisme...

Au cours de la première année, tous les samedis après-midi, les membres du Club commencent à échanger différents types de produits: initialement il s'agissait principalement d'aliments (fruits, légumes et plats préparés) mais aussi de vêtements, tissus et artisanats. Peu à peu, un dentiste est invité à se joindre au groupe, en échange du pain d'une voisine qui lui plaisait (le pain et, peut-être aussi la voisine, et ceci n'est pas banal) et, avec l'inclusion des services, les échanges se font plus variés et multiplicateurs des opérations en cours. Au début, les transactions étaient enregistrées par les organisateurs dans un *cahier central commun et sur des cartes personnelles*, qui permettaient le contrôle et l'ajustement des comptes. Quand les transactions se multiplient et se font trop nombreuses, on passe au registre sur *ordinateur personnel*; le système reste donc centralisé et aux mains de quelques personnes. Ce sont ces mêmes personnes qui se rendent compte que, d'une part, cette situation génère une concentration de l'information (et probablement du pouvoir) dans leurs mains mais aussi de travail, ce qui, à son tour, limite la croissance-même du groupe. C'est pour cette raison qu'on commence à penser un système de décentralisation des opérations, par l'intermédiaire de *bons non transférables* portant le nom du créancier et du débiteur. Il est important de se rappeler que, même si ce système continue à fonctionner dans certaines expériences sous d'autres latitudes, par exemple dans les Systèmes d'Echanges Locaux (S.E.L.) en France, en Argentine il n'a duré que quelques heures à peine. En effet, rapidement, ces "chèques" sont "endossés" et utilisés pour d'autres transactions, les personnes se connaissant bien entre elles et les bons provenant d'un ami ou d'une personne de confiance. Cette différence a son importance car elle marque le début d'une étape distincte en termes qualitatifs, au cours de laquelle verront le jour les *bons transférables*, qui à leur tour permettront la création d'une nouvelle *masse monétaire dont la circulation est restreinte aux membres des clubs*: cette version particulière de monnaie complémentaire est appelée ici *monnaie sociale* en raison de ses effets positifs d'inclusion sociale. Ces unités sont appelées, dès leur origine, des "*crédits*" (*créditos*) en raison de leur association à la *confiance* qui existe entre les participants et du fait qu'elles s'appuient sur la *capacité de produire et de consommer* des membres des groupes de "*prosommateurs*", concept inspiré du livre "La Troisième Vague" de A. Toffler. Les crédits facilitent la réalisation des échanges entre prosommateurs et permettent aussi que ceux-ci circulent dans les différents clubs en fonctionnement, augmentant ainsi la circulation des biens et des services. Nous pouvons donc considérer que ces opérations sont à l'origine du Réseau de Clubs de Troc, auquel, plus tard, on ajoutera l'adjectif "global", en référence à l'"ennemi", représenté par l'économie formelle soumise au processus de globalisation.

L'enthousiasme des participants et une importante contribution des moyens massifs de communication, de multiples articles dans les journaux et revues, des passages à la télévision dans des programmes de grande écoute, comme, par exemple "Hora Clave", "Ave Cesar" et "Claves para un Mundo Mejor", entre autres, contribuèrent à une croissance exponentielle du Réseau, lequel génère, à la fin de la deuxième année, une quantité de transactions estimée à environ 100 millions de dollars annuels (ce qui représente une moyenne qui oscille entre 100 et 600 US\$ mensuels de complément de revenus pour les ménages qui participent au processus, et peut atteindre aujourd'hui les 2000 US\$ mensuels). Au cours de ces trois années, ce chiffre se multiplie par dix grâce à l'incorporation de "prosommateurs" possédant un plus grand *esprit d'entreprise*. Les provinces dans lesquelles s'est installé le système se comptent aujourd'hui au nombre de quinze, chacune avec ses modalités propres qui sont autant de variantes de ce schéma d'échange. Une fois encore, c'est la société civile qui s'organise et commence à être capable de produire de la richesse et de la qualité de vie pour elle-même, et ce, sans utiliser l'argent, ce grand responsable de l'exclusion sociale qui ne cesse de croître sur l'ensemble de la planète. Etant donné l'absence de protection sociale qui caractérise les secteurs les plus pauvres de nos sociétés, nous ne pouvons que nous incliner face à ce processus d'*innovation sociale*, dont le poids est significatif, non seulement dans notre pays mais aussi dans d'autres régions elles-aussi vulnérables à ce

"Niño"⁴ économique qui a amené avec lui les *effets tequila, riz, vodka et samba* dans un laps de temps d'à peine un peu plus de trois ans. Des études récentes ont estimé à près de 5.000 millions de dollars annuels (minimum) la *nouvelle masse monétaire* qui circule dans les clubs de troc disséminés dans tout le pays, sous ses différentes formes.

La comparaison avec le développement moins rapide des Ithaca Hours, des LETS (Local Exchange and Trade Systems), des S.E.L. français et des Tianguis mexicains, permet de définir les quatre caractéristiques principales du modèle argentin:

- Emission de *monnaie sociale* depuis le début;
- Entretien d'un *système convivial permanent*, avec des rencontres hebdomadaires régulières, qui entraîne un fort sentiment d'appartenance au groupe.
- A partir du moment où les échanges se réalisent entre les clubs et que se conforme le Réseau, surgit aussi un sentiment d'appartenance complémentaire au Réseau, ou pour le moins à différents clubs (appelés maintenant Nodos), et donc une *nouvelle appartenance multiple*;
- Une claire *autonomie* des Nodos, les uns para rapport aux autres, préservant ainsi les principes fondamentaux du Réseau (que nous définirons plus loin). Ainsi que les différentes formes d'articulation et de création de consensus pour résoudre les problèmes que pose la vie de cette immense *entreprise sociale virtuelle*.

Malgré l'existence d'expériences similaires dans des contextes très divers, il est intéressant de souligner que l'expérience argentine naît absolument en marge des autres. Ce qui semble banal aujourd'hui en termes de la communication permise par Internet, ne l'était pas voici de cela seulement quatre ans. De fait, c'est l'"explosion de la communication" de ces deux dernières années qui provoqua le dialogue avec l'expérience mexicaine de "La "Otra" Bolsa de Valores", les Heures de Ithaca de l'Etat de New York, ainsi que les dérivés du système des L.E.T.S. du Canada, parmi lesquels se trouvent les S.E.L. de France et les Noppels hollandais. C'est aussi à partir de ce dialogue que les regards de l'extérieur se tournent plein de curiosité vers l'expérience argentine, en raison de son degré de diffusion et de la rapidité de sa croissance, ce qui, à son tour, crée un plus grand climat de "confiance" pour les différents acteurs sociaux au niveau local, qui dans un premier temps se montraient inquiets devant le fait de devoir légitimer ce qui semblait n'être qu'une simple alternative d'économie informelle, et non une entreprise de *production de qualité de vie*.

Par ces quelques réflexions nous essayerons de donner un nouveau sens aux conditions qui ont permis la naissance et le développement de l'expérience argentine, de manière à ce qu'elle puisse, éventuellement, être utilisée dans d'autres contextes. Pour nous, il s'agit de *poser un regard neuf sur des variantes de pratiques plus anciennes*, c'est-à-dire, des concepts neufs qui puissent générer de *nouvelles pratiques sociales*. Et plus précisément, nous tenterons de montrer comment il a été possible de construire une économie solidaire à l'intérieur même du système capitaliste, mais bien entendu à contre-courant de celui-ci. C'est par ailleurs aussi le sens de quelques-uns des programmes de formation à l'intérieur du Réseau Global de Troc, lesquels visent à montrer comment combiner « leadership entrepreneur » (esprit d'entreprise) avec le *leadership politique et leadership solidaire*, que l'on considère généralement comme étant antagoniques.

Admettre l'idée selon laquelle ce sont les catégories que nous utilisons pour voir le monde qui déterminent les possibilités qui s'offrent à nous de le transformer, nous permet théoriquement de reconnaître que celles qui ont été utilisées pour diagnostiquer et résoudre les différentes crises des pays tant à l'Ouest comme à l'Est, ont entraîné une interprétation plutôt *pauvre* (en termes de résultats) et *monotone* (en termes d'élaboration théorique), dès qu'il s'agit de modifier quelques-unes *des règles du jeu social* global. Malheureusement, nos meilleures théories n'ont pas réussi à produire les changements en temps réel dont notre époque a tant besoin: il n'y a jamais assez de temps pour les joueurs, soit parce que ceux-ci meurent durant le match, soit parce que les directeurs techniques suspendent le match, devant l'imminence de la défaite. Par ailleurs, le jeu est chaque fois plus *inégal* et il est chaque fois plus difficile de revenir en arrière. C'est pour cette

⁴ "El Niño" est un courant maritime qui a causé d'importants dégâts en Amérique Latine au cours de l'année 1998

raison que cet espace de discussion est utile pour discuter l'expérience du Réseau Global de Troc en tant que moteur de changement vers un *ordre social plus juste, plus démocratique et équitable* pour nos sociétés où les exclus se font chaque jour plus nombreux. La porte est donc ouverte pour tous, qu'ils situent leurs discours depuis l'éthique, le politique, l'idéologie ou la simple inquiétude de produire des innovations théoriques en science politique ou en science économique et ses technologies: sans exclusions...

3. LE HASARD ET LA NECESSITE: LES CITROUILLES DE BERNAL

Même si l'histoire est bien connue et très documentée par les auteurs de l'aventure et d'autres qui l'ont étudiée (voir la bibliographie à la fin de cet article et les sites Web: <http://visitweb.com/trueque> et www.redlase.org.ar), il est utile de rappeler qu'il était une fois un groupe d'écologistes préoccupés par la détérioration croissante des conditions de vie dans leur région, et qui décidèrent de rendre plus techniques leurs programmes de manière à montrer un aspect de l'écologie soucieuse du chômage qui sévissait dans la conurbation de Buenos Aires. C'est ainsi que, Carlos De Sanzo, l'un des fondateurs du "Programa de Autosuficiencia Regional" (PAR), décide de faire une expérience avec un plant de courge qu'il fait monter le long du mur jusqu'au toit de sa maison, afin d'adapter l'écologie aux rares espaces libres du milieu urbain. Un an plus tard, cette petite usine de production d'énergie a généré près de mille kilos d'un aliment qui ne pouvait être utilisé par ses consommateurs naturels - la famille, ni même les visiteurs de passage. Et Carlos décide alors de "dérivier l'excédent" vers une voisine qui se trouvait à cette époque dans une situation critique ; en effet, elle avait perdu son mari et attendait depuis de nombreux mois une pension chaque jour plus improbable... C'est la première étincelle, celle qui donne l'idée à Carlos de Sanzo d'organiser un schéma semblable entre voisins, qui pourraient ainsi partager leurs "excédents" et satisfaire leurs besoins réciproques: avec Rubén Ravera, (spécialiste en muséologie) dans un premier temps et plus tard avec Horacio Covas (chimiste), ils créent le premier Club de Troc de Bernal, où se combine ce mélange très particulier d'*écologie, d'imagination et de solidarité*, qui générera cet immense laboratoire social qui aujourd'hui influence la vie de tant de personnes, à l'intérieur du pays et au-dehors.

De l'idée de multiplier l'expérience de solidarité et d'assistance technique mise à l'essai avec la voisine, surgit une autre idée: celle de le faire entre plusieurs personnes et sur plusieurs produits afin d'inclure la variété naturelle d'offres et de demandes présentes dans un groupe humain : *ou comment dans l'évolution de la nature, une fois que l'improbable a eu lieu, c'est l'ensemble du processus qui change de direction...* Tel est le sens d'ailleurs de toutes les mutations, non seulement génétiques mais aussi culturelles. Et c'est bien de mutation qu'il s'agit avec cette expérience de troc qui commença voici presque quatre ans, dans un garage de Bernal, dans la Province de Buenos Aires...

Les incrédules – depuis l'Etat ou depuis le Marché – considéraient cette expérience — quand ils la considéraient — comme un retour ingénu à l'Utopie, cela vaut la peine de le souligner... Mais avec l'enthousiasme du groupe fondateur et une contribution non dédaignable des médias, dans ce contexte de désespoir et de résignation qui généralement accompagne les crises, se produit l'inespéré: l'idée fructifère et les clubs se multiplient partout dans le pays. A partir d'un certain temps, les échanges commencent à se réaliser entre membres de plusieurs clubs et de là naît - dans la pratique - *le Réseau de Clubs de Troc*, pensé dès l'origine par les créateurs de l'expérience. Avec humour et grandeur, ils le baptisent "Global" pour défier le monstre économique qui exclut les majorités des bénéfices produits par les avancées de la science et de la technologie. C'est, effectivement, l'heure de reconstruire l'Utopie! Ni plus, ni moins: c'est là que sont déposées les milliers d'heures volées au marché formel, aux familles, ces heures passées en lectures inspiratrices, contacts avec des experts et assistance solidaire à ceux qui se disposent à mettre l'apprentissage en marche dans leur propre contexte, ces heures passées à créer un *système d'inclusion aimable et accessible à tous...*

Cinq ans après sa naissance, de nombreuses expériences, parfois très distinctes, sont

apparues dans ce nouveau paysage: des entreprises présentes sur les deux marchés (formel et informel), ce qui donne une certaine "flexibilité" pour entrer et sortir du marché formel si nécessaire ; troc direct combiné avec troc indirect (échange des bons qui caractérisèrent très rapidement le système de Bernal) ; et, reproduisant les vices du système que nous voulons combattre, commencent aussi de nombreuses luttes pour le pouvoir, obnubilés que nous sommes par la volonté d'"anéantir l'ennemi" (celui qui est différent?), oubliant que l'important est de croître dans la variété et le respect. Vicissitudes d'une société qui cherche à se transformer et souvent s'aveugle avec ce qu'elle se montre incapable de voir: qu'il y a de la place pour tous, et que pour cela, il suffit de respecter les principes de *réciprocité, solidarité, confiance et liberté de création* présents dès l'origine.

La division en étapes ci-après sert à mettre en évidence les différents moments de l'évolution du Réseau :

- Une première période durant laquelle les échanges *simples et directs* étaient annotés et enregistrés sur un cahier centralisé et des cartes personnelles, s'agissant principalement de produits liés à l'*alimentation, l'outillage et l'artisanat*. Cette étape dura plusieurs mois durant lesquels le groupe se composait de façon relativement constante d'environ cinquante personnes vivant à Bernal ; d'autres tentatives surgissent à Buenos Aires et au nord, à Olivos.
- S'ensuit une période de recherche de *nouveaux produits* et l'inclusion des *premiers services*, avec l'incorporation du premier dentiste et des petites réparations: peinture, petite menuiserie, électricité, plomberie. Le premier club étant désormais plus grand, les calculs se font sur un ordinateur *personnel* ; le contrôle des transactions est donc centralisé dans peu de mains et représente beaucoup de travail pour les fondateurs. Jusqu'à ce que ceux-ci se rendent compte de deux effets négatifs: l'excès de travail que cela représentait pour eux, mais aussi de pouvoir (en termes de concentration de l'information, tout au moins) qui conditionnerait forcément la duplication du système. C'est le moment de la recherche d'un système décentralisé et agile, qui culmine par la création de *bons*, conçus initialement pour être *non transférables* et utilisés rapidement comme *transférables*, comme nous l'avons mentionné antérieurement.
- Durant la première année, le Club de Bernal grandit de façon soutenue et se crée un premier club dans la ville de Buenos Aires, mais c'est au cours de la deuxième année, avec la *diffusion massive par les médias (revues, radios et télévision)* que se produit sa croissance explosive, aussi bien dans la région métropolitaine que dans les différentes provinces du pays, désireuses de trouver une solution à cette crise que l'Etat semble incapable de résoudre. Dès le début, le groupe fondateur, qui s'est donné le nom de Conseil Assesseur, inspiré par l'observation d'initiatives de caractère éminemment centralisateur (de l'Etat ou du Troisième Secteur lui-même), met l'accent sur la nécessaire *autonomie des clubs*, laquelle permettrait à la fois de faire face aux différences entre les groupes et de combattre le manque de participation de ses membres: chaque groupe choisit alors son style de gestion et la forme particulière selon laquelle il désire interpréter les recommandations du PAR, synthétisées sous la forme de douze principes recteurs, les traditions et guides du succès, qui avaient été définies au cours de la première année. C'est ainsi que l'ensemble des clubs atteint bientôt le chiffre de *deux cents* dans tout le pays, réunissant *plusieurs dizaines de milliers de personnes* en ce début d'année 1997.
- Si dans une première étape le Conseil Assesseur du PAR maintint, dans la pratique, le pouvoir d'émission des bons, l'accroissement exponentiel des clubs rend nécessaire la création de mécanismes qui garantissent à la fois une économie active et la protection des règles qui rendent possibles les échanges entre clubs. Il est bon de rappeler que, au cours de son expansion, le système de troc se montre vulnérable aux *déviation*s de celui-là même qu'il désirait combattre : *émissions excessives de bons, falsifications, recherche de mécanismes de sanction et de contrôle*, etc. C'est pourquoi, à la période de gestion centralisée organisée par le PAR, succède une étape de *décentralisation et régionalisation* dans la Zone Métropolitaine,

avec l'organisation de Commissions de Crédits⁵ dans la Zone Nord, Ouest et Capitale, lesquelles émettent leurs propres bons et établissent des accords d'équivalence de manière à ce que les bons soient acceptés dans ces secteurs. Actuellement, trois types de bons sont acceptés: les bons *locaux* (valables à l'intérieur d'un club), *régionaux* (valables dans une et plusieurs régions) et *nationaux* (valables dans les différentes régions du pays).

- De nouvelles *centralisations et décentralisations* se produisent lors de la création des différentes commissions, avec leurs réunions périodiques respectives (généralement mensuelles): Commissions Zonales de Coordinateurs, Commissions Interzonales de Coordinateurs, Commissions de Crédits Régionaux, Commissions des Promoteurs du RGT, et une prolifération de programmes de formation installés à l'intérieur du mouvement. Dans la pratique, l'on constate que les prosommateurs sont autonomes et suivent de façon toute relative les "consignes" des Commissions, dont la représentativité n'est pas toujours claire, probablement parce que la participation est plutôt inégale en termes de temps consacré et qualité de l'adhésion. Le troc direct, entre personnes et sans l'intermédiaire des bons, continue à occuper sa place à l'intérieur du Réseau, illustrant ainsi l'incorporation de la pratique primitive de la solidarité et la réciprocité.
- Si les trois premières années ont consisté essentiellement à consolider le Réseau vers l'intérieur, à partir de fin 1997 commence un processus *d'ouverture vers l'Etat et le Marché*, dans une recherche de légitimité mais aussi de nouvelles formes d'intégration permettant de consolider cette initiative du IVème Secteur (rapports de proximité, les voisins non organisés) lequel jusqu'à présent a résisté fermement à changer d'état civil. En effet, ni les partis politiques, ouvertement ou non, ni les syndicats ni les ONGs n'ont pu s'approprier des actes des prosommateurs. Les contacts avec le Gouvernement de Buenos Aires, par l'intermédiaire de son Secrétariat de la Promotion Sociale et ensuite de celui de l'Industrie, du Commerce, du Tourisme et de l'Emploi, dans un premier temps, ne furent pas bien reçus par la plupart des "membres actifs" de ceux-ci (qui ne représentent, en général, qu'eux-mêmes, en raison de l'absence de mécanismes consolidés de participation et de représentativité). Par la suite, ces contacts commencent à être acceptés en tant que mécanismes possibles d'occupation d'un espace légitime de la citoyenneté et de l'adéquation des représentants en place, qu'elle élit périodiquement comme "administrateurs de la chose publique". Il est important de reconnaître que ce rapprochement a signifié une reconnaissance de la part de l'Etat du troc multi-réciproque en tant que dispositif légitime pour affronter le chômage (nous n'entrerons pas ici dans le débat sur la nécessité d'une telle "légitimation" et de son sens en termes du nouveau rôle de l'Etat).
- S'il est vrai que le Gouvernement de Buenos Aires fut le premier à appuyer de manière franche cette initiative de la société civile, il n'en est pas moins certain que plusieurs municipalités l'ont proclamée d'intérêt municipal (Quilmes, Córdoba, Mendoza, Miramar, Almirante Brown, entre autres) et plusieurs Provinces l'ont déclarée d'intérêt législatif. La Municipalité de Plottier (Province de Neuquen) a été encore plus loin: elle a accepté le troc direct avec les contribuables en retard afin que ceux-ci puissent payer leurs dettes avec la commune, constituant ainsi une source d'inspiration pour d'autres municipalités et ONGs, qui innovent en matière d'interaction avec les membres endettés, utilisant différentes modalités de "troc", dans le sens « d'échanges sans argent ». Actuellement, la Direction de la Jeunesse du Secrétariat de la Culture de la Municipalité de Quilmes est en train de lancer un système de troc entre étudiants pour échanger des livres usés, par l'intermédiaire des bons qui facilitent les opérations multi-réciproques.
- De son côté, l'Etat national, dans sa fonction régulatrice des activités économiques, commence à ouvrir le chemin d'une possible transition vers le marché formel : en effet, le Réseau se voit accepté comme une alternative économique possible pour le secteur des micro-entreprises,

⁵ Nom donné aux bons à travers lesquels se réalisent les échanges.

lequel souffre de la même maladie que le reste de l'économie formelle: *le manque chronique de consommateurs pour ses produits et ses services!* Récemment, le Réseau Global de Troc a participé en tant qu'intervenant dans un événement national organisé par le FONCAP (Fonds de Capital Social), du Secrétariat au Développement Social de la Présidence de la Nation, par ailleurs le Secrétariat de la Petite et Moyenne Entreprise appuie les processus de formation des prosommateurs intéressés à s'organiser comme secteur. Il semblerait que le Réseau commence à être perçu comme fournisseur de ce bien si rare et oublié par la multiplicité des programmes issus de l'ajustement structurel (Proyecto Micro, Proyecto Joven, Programa de Reconversión Laboral, etc.).

- Par ailleurs, produit de cette même expansion, de l'intérieur du Réseau commence à apparaître un mouvement lent mais soutenu d'ouverture vers le marché formel. Ce phénomène a pu être observé, au moins dans deux situations distinctes: une fois que les prosommateurs se récupèrent en partie au niveau financier, leurs besoins étant satisfaits par l'intermédiaire du Réseau, ils s'organisent, en général, à plusieurs, pour retourner vers ou entrer dans le marché formel. Ainsi, naissent des entreprises "à double vocation", c'est-à-dire, opérant sur les deux marchés. Deuxièmement, les petites et moyennes entreprises qui sont en crise cherchent à bénéficier de l'existence de cet immense marché captif dans lequel elles peuvent entrer en "concurrence" avec des prosommateurs disposant de moins de moyens techniques, cependant elles doivent faire face à une forme de concurrence absente sur le marché formel: la confiance et la solidarité entre prosommateurs...
- Le chemin reste ouvert. S'il est vrai qu'une partie considérable des prosommateurs reste "méfiante" face à cette ouverture vers l'Etat et le Marché – un fait absolument justifié étant donné l'existence d'un manque de *confiance historique indéniable* envers ces deux acteurs – il n'en est pas moins certain que l'existence de "petits succès" localisés contribue à reconstruire la confiance, dans des espaces restreints et bien déterminés. Il faudra observer la continuité de ces processus d'ouverture, une fois passée l'euphorie pré-électorale de la période actuelle, prodigue en promesses.
- Si nous observons le Réseau depuis l'intérieur, nous constaterons dans l'organisation des Zones, le fonctionnement des différentes Commissions de Coordinateurs, de Crédits, les différents Groupes Promoteurs, des signaux annonciateurs de son évolution: la circulation d'un nouveau vocabulaire, qui, à son tour, dénote l'existence de *nouvelles pratiques sociales*.
- Si l'on accepte qu'il est inutile de tenter de contrôler l'incontrôlable, il semblerait bien que *la diversité* règne souveraine sur l'ensemble du Réseau. Et peut-être même, qu'une nouvelle logique soit en gestation, la logique réelle de *la vie en réseau*, et non la logique d'un certain discours: *les possibilités vont se multipliant à partir du respect pour la diversité, du respect de l'autre*.
- Finalement, il est important de reconnaître, qu'à partir de 1998, le Groupe Promoteur, qui s'est créé lors de la dissolution du Conseil Assesseur, en tant qu'espace d'ampliation de la création collective, a commencé à diffuser la méthodologie de création de nodos, émission de bons et autres technologies de base, fomentant la formation d'expériences similaires dans d'autres contextes. Par exemple, la formation des premiers clubs de troc en Espagne, Uruguay, Brésil, Bolivie, Equateur, Chili et Colombie et, prochainement, le Costa Rica, le Honduras et la République Salvadorienne connaîtront les pratiques de *l'économie solidaire basée sur la monnaie sociale*, et ce, partant de l'expérience du Réseau Global de Troc, atteignant ainsi le premier million de personnes unies entre elles avant l'avènement du Troisième Millénaire !

4. UNE DECLARATION DE PRINCIPES: CELLE DU RESEAU "GLOBAL" DE TROC

Bien qu'elle puisse se trouver dans n'importe laquelle des publications précédentes, cette version, discrètement remaniée dans le livre « *Réinventer le marché : l'expérience du Réseau Global de Troca en Argentine* » forme partie de cet ensemble minimum de mots qui semble représenter tous ses membres. Du moins dans l'intention. Par la suite, bien sûr, interviennent les exégètes qui "interprètent" à quel moment les principes sont respectés ou non, et "savent" qui les respectent et qui les trahissent... Comme toujours, le problème ne consiste pas à se mettre d'accord sur des mots, mais bien sur leur contenu et leur relation avec la pratique quotidienne. Dès lors, il est important de leur rendre leur caractère de *déclaration de principes* - énoncé qui modifiera notre futur seulement dans la mesure où nous nous y tenons – en tant que *guide* vers cet espace qui n'existe pas encore mais dans lequel nous sommes désireux de vivre, en tant que *projet* de ces personnes que nous sommes désireux d'être. Dans ce sens, elle représente un défi consistant à observer quelle est la distance moyenne qui la sépare, à l'intérieur et à l'extérieur du Réseau, des prosommateurs en exercice. Ces principes sont :

PRINCIPES DU RESEAU GLOBAL DE TROC

1. *Notre réalisation en tant qu'êtres humains n'a pas besoin d' être conditionnée par l'argent.*
2. *Nous ne cherchons pas à promouvoir des articles ou des services, mais à nous aider mutuellement à atteindre un sens de la vie supérieur, par l'intermédiaire du travail, de la compréhension mutuelle et des échanges équitables.*
3. *Nous soutenons qu'il est possible de remplacer la compétition stérile, le lucre et la spéculation par la réciprocité entre les personnes.*
4. *Nous croyons que nos actes, produits et services peuvent répondre à des normes éthiques et écologiques, plutôt que de répondre au diktat du marché, de la consommation et de la recherche de bénéfices à court terme.*
5. *Les seules conditions auxquelles sont soumis les membres du Réseau Global de Troc sont: assister aux réunions périodiques des groupes, s'engager dans les programmes de formation, produire et consommer les biens, services et savoirs disponibles dans le Réseau, dans l'esprit des recommandations des différents Cercles de Qualité et Entraide.*
6. *Nous soutenons que chaque membre du groupe est l'unique responsable de ses actes, produits et services.*
7. *Nous considérons qu'appartenir à un groupe n'implique aucun lien de dépendance, étant donné que la participation individuelle est libre et étendue à tous les groupes du Réseau.*
8. *Nous soutenons qu'il n'est pas nécessaire que les groupes s'organisent formellement de manière stable, étant donné que la nature de réseau de l'ensemble implique la rotation permanente des rôles et des fonctions.*
9. *Nous croyons qu'il est possible de combiner l'autonomie des groupes dans la gestion de ses événements internes avec les principes éthiques fondamentaux du Réseau.*
10. *Nous considérons qu'il n'est pas recommandable aux membres du Réseau en tant que tels de garantir, de patronner ou d'appuyer financièrement une cause étrangère au Réseau, pour ne pas nous dévier de nos objectifs fondamentaux.*

11. *Nous soutenons que notre meilleur exemple est notre conduite à l'intérieur et à l'extérieur du Réseau. Nous recommandons de garder la confidentialité sur des situations conflictuelles à l'intérieur des groupes, de même que sur les thèmes qui ont rapport avec le développement du Réseau.*

12. *Nous croyons profondément en l'idée de progrès qui est perçue comme une conséquence du bien-être soutenable du plus grand nombre de gens de l'ensemble des sociétés.*

À partir de la dernière année, un 13^e. principe, adressé au bénévolat en tant que pratique à éliminer, a commencé à être diffusé à l'intérieur du Réseau :

13. *Dans l'économie solidaire rien ne se perd, rien ne s'offre : tout se recycle, tout se paie, tout se partage dans de conditions d'égalité !*

5. DES ACTES QUI DONNENT DU SENS AUX PAROLES

Nous avons parfaitement conscience du fait que, souvent, le seul acte de nommer une idée implique son altération. C'est pourquoi, comme nous le mentionnions auparavant, les principes du Réseau sont bien plus des balises ou des principes conducteurs destinés à inspirer une conduite éthique que des normes fixes sensées réguler l'activité économique de ses membres. Malgré tout, nous pouvons considérer que les *pratiques sociales* qui donnent vie à ces principes ont été construites au cours de ces presque quatre années d'échanges.

Probablement sont-ce ces douze principes et l'utilisation des bons d'échange - les "crédits" - les seuls traits véritablement communs à tous les Nodos du Réseau et à tous les prosommateurs d'un même territoire, ceux qui établissent le lien entre tous les "prosommateurs" et un sentiment d'appartenance indispensable. Tout le reste est plus ou moins libre et variable à l'intérieur du Réseau, malgré les efforts de ceux qui aimeraient faire obéir celui-ci à de quelconques "normes". La plupart des réseaux existants sont de type pyramidal, cela n'est cependant pas le cas du Réseau Global de Troc: pour une raison ou une autre son caractère de réseau s'est maintenu dans le temps, et sans doute même se perfectionne-t-il au fil des jours. Le futur nous le dira. A l'intérieur du réseau coexistent des *subjectivités et des différences* de contexte, de besoins et/ou de possibilités. Les "consensus" se construisent au cours des réunions de "coordinateurs" et les "dissensions" durant les échanges entre prosommateurs, qui se rappellent le principe n° 6: "*Nous soutenons que chaque membre du groupe est l'unique responsable de ses actes, produits et services*". Certaines tensions trouvent leur "solution", et l'on continue à produire et à consommer, c'est-à-dire à "prosommer"... et d'autres n'aboutissent nulle part parce qu'elles n'ont rien à voir avec le fait de prosommer, mais bien avec des objectifs de prise de pouvoir (sur quoi?) des uns par rapport aux autres.

Ce qui est certain c'est que *le pouvoir se trouve là où il doit se trouver*: chez ceux qui font les choses en accord avec une vision de *croissance de l'ensemble et de solidarité*. Si quelqu'un "réinvente le capitalisme" et accumule entre 5.000 ou 30.000 crédits, c'est le groupe lui-même qui le "sanctionne", en l'expulsant de ses rangs. Dans ce sens, ce mouvement transgresse aussi terriblement l'ordre établi: tôt ou tard les organisateurs de coups d'état se retrouvent seuls en train de parler sur la place publique... Les "caudillos" (parfois "caudillas") locaux qui veulent imposer leurs règles de domination pour la domination (et non pour le bien commun), déploient leur jeu de différentes manières: plus ou moins éthiques, comme partout ailleurs. Se reproduit alors ce système que nous voulons dépasser, et ce, en général avec les meilleures intentions du monde. Y compris avec ses charismes et ses fondamentalismes, l'évolution du réseau suit son chemin vers une nouvelle légitimité, la construction de nouvelles identités et une militance qui tente d'échapper aux querelles politiques, souvent plutôt rudimentaires d'un certain III^{ème} Secteur pour ainsi tenter de faire de la politique depuis ce qu'elle est: un IV^{ème} secteur qui se résiste à l'institutionnalisation...

Dans cette période de recherche et de construction, le Nodo Obelisco, groupe pilote né avec la vocation d'explorer les marges et trouver de nouvelles *réponses proactives* (et pas seulement *réactives*, comme le sont la plupart des initiatives contre quelque chose ou quelqu'un), a mis en marche un Programme de Formation qui prétend:

- travailler explicitement le thème du pouvoir en tant que jeu;
- redéfinir les concepts de *solidarité*, *esprit d'entreprise* et *responsabilité sociale* à l'intérieur du Réseau.

En premier lieu, les Modules 1 y 2 du Programme de Formation du Nodo Obelisco consistent à aborder le thème du pouvoir par l'intermédiaire de la *théorie triadique du pouvoir* (De Gregori, 1995), et sa mise en pratique. Ceci de manière à conduire la dynamique groupale vers des niveaux plus élevés de *prise en charge individuelle* et d'*intégration dans la différence*, entre les participants.

La seconde construction théorique, utilisée dans cette formation, se base sur l'œuvre de Fernando Flores(1997), laquelle propose de développer un leadership qui combine de façon simultanée la *solidarité*, l'*esprit d'entreprise* et l'*action démocratique*, en tant que responsabilité vis-à-vis de l'autre. Nous avons revêtu ces termes d'une nouvelle signification en les associant à des *conduites concrètes*, et ce, de la façon suivante :

- **Etre solidaire** consiste – dans la pratique – à consommer chaque mois la même quantité produite ou même un peu plus, et dans tous les cas, à ne pas épargner (attention particulière à la théorie de Silvio Gesell.)
- **Avoir l'esprit d'entreprise** signifie augmenter progressivement la production et la consommation personnelle vers et depuis le Réseau Global de Troc, et ce en remplaçant progressivement les produits consommés sur le marché formel par des produits du Réseau.
- **Etre politiquement responsable** signifie jouer un rôle actif dans le développement du Réseau ou du groupe auquel on appartient, et ce, en contribuant, par l'intermédiaire de quelques heures de travail hebdomadaires pour le bien commun, à des actions concertées avec le reste du groupe.

Ces notions sont appliquées dans le Programme de Formation qui s'est mis en marche à l'intérieur du Réseau sous le nom de PROGRAMME D'ALFABETISATION ECONOMIQUE POUR ADULTE.⁶

Au cours de ce Programme de huit mois, les participants sont invités à élaborer et mettre en marche des projets imaginés par eux de type personnel, groupal et social, à améliorer leur capacité de négociation, mais aussi à se prendre en charge eux-mêmes en se définissant des objectifs (qu'ils devront atteindre) dans les huit domaines d'intérêt de la vie adulte(Flores, 1997): *corps/santé, famille/couple, amis/relation spéciales, le monde, l'éducation, le travail, l'argent et le temps libre/la récréation*. Par ailleurs, ils sont invités à entreprendre de petits projets d'entreprises (seuls ou en association avec d'autres prosommateurs et à explorer ainsi les possibilités de la solidarité mêlée d'esprit d'entreprise), dans le cadre des circuits de qualité de chaque spécialité du Réseau. Le but ultime du processus de formation est de promouvoir –dans la pratique - une nouvelle dimension de *qualité de vie*, compatible avec une vision de développement *humain plus holistique, respectueuse de l'environnement et intégrée au social*, bien au-delà des échanges de produits et de services de consommation immédiate, réalisés à l'intérieur du Réseau.

Grâce à notre adhésion aux *nouveaux paradigmes de la connaissance* qui attribuent au langage un rôle de "construction" de la réalité plutôt que de "description" de celle-ci, nous avons pu réinterpréter quelques concepts fondamentaux, sur lesquels s'appuie l'inclusion des personnes qui

⁶ Pour faire contre-pied au Programme d'Alphabétisation en Informatique, lancé par le Gouvernement National, montrant ainsi que c'est bien l'économie ici et maintenant qui est prioritaire et non une formation pour un futur incertain...

sont exclues du marché du travail formel et se rapprochent des clubs de troc. Ci-après quelques-unes des *principales idées* qui se travaillent dans le Programme de Formation:

Le TROC, en tant que possibilité de **REINVENTER LA VIE**, et ce, **dans le même acte** qui permet de réinventer le marché, à partir de la construction de nouveaux liens sociaux depuis l'intérieur des groupes.

Le BON D'ECHANGE, utilisé à l'intérieur du Réseau - les différents "crédits" des régions ou clubs – en tant que **NOUVELLE MONNAIE SOCIALE** émise et contrôlée par ceux-là mêmes qui l'utilisent, sans le mécanisme de "l'intérêt bancaire" qui caractérise la monnaie antisociale qui ne s'accumule et ne se concentre que là où elle existe déjà.

La TECHNOLOGIE DE POINTE, comme **ALLIEE POSSIBLE** dans le processus de développement personnel, groupal et social encouragé depuis le Réseau, à partir du nouveau sens insufflé au *chip "ami"* versus celui du *chip "ennemi"* (responsable de la reconfiguration du monde du travail, dans lequel la technologie est en passe d'éliminer l'être humain du circuit de l'économie formelle).

Les MODELES MENTAUX (croyances et préjugés), en tant que nouvelle caractérisation du "chip (mental) ennemi", qui empêche de voir l'**ABONDANCE** là où l'on n'a toujours vu que de la RARETE.

Le FUTUR, en tant que **possible à construire chaque jour et tous ensemble**, à contre-courant du capitalisme dominant, mais aussi depuis l'intérieur de celui-ci: ce qui implique la recherche d'un nouveau rôle pour les classes moyennes, en particulier pour "les nouveaux pauvres" qui grossissent les rangs du nouveau monde du (non)travail et de l'horreur économique, mais aussi pour l'Etat et les entreprises, enfin, pour tous les acteurs sociaux qui ne supportent plus le jeu que nous sommes en train de jouer et désirent en essayer... un autre!

Au-delà de cette démarche à court terme, dans notre recherche de catégories théoriques qui rendent compte d'autres rationalités et d'une autre compréhension de la logique de la complexité, nous avons trouvé que l'évolution du Réseau ressemble à ce qui se trouve "hors de contrôle" (Kelly,1994) et que les Neuf Lois de Dieu (ibid) – l'Unique qui du Rien créa le Tout - expriment en grande partie les phénomènes observés à l'intérieur du Réseau. Ces "lois" peuvent, dès lors, être utilisées non seulement pour comprendre les événements, mais aussi et surtout pour élaborer de nouvelles formes d'interaction entre le monde du vivant et le social, qui remplaceraient les modèles techniques et newtoniens, dont nous ne voulons plus. Ces lois et leur expression en phénomènes observés durant l'évolution du Réseau peuvent être identifiées comme suit :

1. Etre distribué en plusieurs unités: la croissance du Réseau démontre qu'il est mieux géré à partir de petites unités décentralisées dans tout le pays. Ces ensembles, appelés Clubs au début et ensuite Nodos, représentent une claire expression de cette loi : le nombre de membres optimum pour leur fonctionnement varie entre 60 et 80 personnes ; par contre, ceux qui rassemblent entre 400 et 600 personnes voient primer le simple échange de biens et de services sur la convivialité, la solidarité et autres attributs d'ordre plus qualitatifs que quantitatifs et probablement aussi plus significatifs en termes de durée de ces structures.

2. Contrôler à partir du bas: par delà le Réseau, les Nodos élaborent leurs normes, de la même façon que les prosommateurs les transgressent si celles-ci s'avèrent inutiles. Le pouvoir se trouve clairement à la base... comme le voudraient tant de gens. Les tentatives de centralisation, en général, possèdent plus une valeur de lutte pour le pouvoir que d'organisation pour la croissance. Dans ce sens, il existe au moins "deux" réseaux: un qui se trouve dans l'imaginaire de ses "représentants" (les coordinateurs) et l'autre dans la pratique d'échange des prosommateurs rebelles.

3. Grandir par à coups: jusqu'à présent les projets de croissance les plus efficaces se sont réalisés depuis des secteurs ou des thèmes particuliers et non sur l'ensemble des activités du Réseau ou même des Nodos.

4. Reconnaître ses erreurs: les erreurs – comprises comme une déviation par rapport aux buts recherchés – ont depuis toujours été la source la plus fréquente des "innovations" qui ont perduré tout au long de l'évolution du Réseau. Ceci est valable pour la centralisation/décentralisation de la gestion, l'émission des bons non transférables/ensuite transférables, etc. Il semblerait qu'une part importante des membres du Réseau accepte - avec cette résignation propre à cet esprit de contrôle auquel nous sommes habitués - que tout est "expérimental" et qu'il n'y pas de "recettes" fixées à l'avance pour ce laboratoire social. Par ailleurs, il existe une certaine *tolérance à la différence*, qui résulte du fait de partager et d'arriver à un consensus sur la valeur de l'"erreur", qui doit être assumée entre tous avec responsabilité.

5. Prendre soin de réaliser des bénéfices croissants: depuis que s'observent de nouveaux résultats acceptables pour l'ensemble, ceux-ci tendent à se multiplier à l'intérieur du Réseau. La majoration de 20 à 50 crédits du transfert initial aux nouveaux membres, adoptée dans la Capitale, a généré une demande de plus grande liquidité dans d'autres régions et dans les nodos de la même région. Un prêt "extraordinaire" durant la période de Noël a été accompagné d'autres mécanismes de prêts moins "risqués", basés sur l'existence d'une petite réserve en liquide... Excellente démonstration du manque de liquidité dans le système. De la même façon, si sont introduits des exercices ou de petites activités qui transmettent la bonne humeur aux participants (raconter des blagues, chanter, etc.), on en réclamera plus les fois suivantes. Et ce aussi pour d'autres types de manifestations moins conviviales et plus sujettes à conflits (discussions, luttes de pouvoir, vouloir "avoir raison" plutôt que chercher à "améliorer les résultats"), raison pour laquelle il est nécessaire de faire attention à tous ces aspects.

6. Poursuivre des buts multiples, pas des résultats optimums: les techniques de dynamique groupale qui s'utilisent à l'intérieur de certains nodos et permettent de déléguer des fonctions spécifiques nécessaires au fonctionnement et à la croissance des groupes, montrent qu'il est utile d'avoir plusieurs projets simultanés à l'intérieur de ceux-ci. De la même façon les programmes de formation stimulent les prosommateurs à s'engager, dans leur vie quotidienne, dans plusieurs projets, et non pas à s'épanouir seulement en tant que producteurs et consommateurs de biens et de services de "première" nécessité. Le concept de "qualité de vie" qui est en vue est de type plus holistique et globalisé que celui associé à une idée de "supermarché" alternatif.

7. Maximiser ce qui est dans la marge: l'apparition d'un phénomène nouveau - généralement perçu comme une "déviation" ou un "inconvenient" par ceux qui dirigent le processus - a été plusieurs fois source d'évolutions importantes dans le Réseau. C'est ce qui s'est passé avec les bons transférables ou le modèle d'entreprise présente sur les deux marchés, formel et informel", fort résisté par les "fondamentalistes" de la séparation des deux marchés, entre autres exemples. Si nous acceptons cette loi en tant que telle, il nous sera possible de nous transformer en observateurs plus attentifs aux phénomènes qui surviennent à l'intérieur du Réseau, et percevoir que certaines "déviation" peuvent se transformer en point de départ de nouvelles étapes.

8. Rechercher le déséquilibre permanent: chaque fois que l'on cherche à stabiliser certaines normes, ce qui nous donnerait l'illusion de "contrôler" le système, surgissent de nouveaux déséquilibres.... Il semblerait que si loi il y a, c'est bien qu'il y a toujours un nouveau déséquilibre en marche. Accepter ce dernier comme faisant partie du jeu représente le premier pas d'une démarche terriblement difficile pour chacun de nous: *aimer l'incertitude* pour être capable d'administrer le changement et l'évolution, pour pouvoir avoir la liberté de créer un futur différent. Dans le langage du Réseau, face à l'imprévu, il est toujours possible de répondre par une de ces formules canoniques: "Ah oui! Et alors?" ou, encore mieux "Comme c'est intéressant!"...

9. Accepter que le changement change: les variations ne terminent jamais leur course; quand nous commençons à nous habituer à une technologie qui donne des résultats, il en surgit de nouvelles et

nous démontrant ainsi qu'il est impérieux d'admettre... un nouveau changement. Comme cela se passe avec les modèles d'ordinateurs personnels et les nouvelles technologies de l'information. Dans le Réseau, la centralisation des premiers temps aux mains du Conseil Assesseur fut suivie par une décentralisation partielle, ensuite celle-ci se reproduisit à l'intérieur des nodos, ensuite des régions, mais accompagnée par l'émergence de nouveaux phénomènes: création du Groupe Promoteur, formulation de la Seconde Plate-forme, expansion à d'autres pays d'Amérique Latine... Les prosommateurs qui s'étaient ancrés dans de vieilles conversations de "lutte pour le pouvoir" (et, à propos, pouvoir de qui?) avec le Conseil Assesseur sont pareils à des dinosaures (de tout petits dinosaures) qui ne se seraient pas rendu compte que les eaux étaient montées, étaient sur le point de les recouvrir et qu'ils mourraient noyés s'ils ne se déplaçaient pas au plus vite...

Un des avantages d'observer le Réseau sous l'optique de la complexité, au travers des Neuf Lois de Dieu (selon Kelly) consiste dans le fait qu'il est beaucoup plus facile d'accepter la *diversité* en son sein, l'*hétérogénéité dans et entre* les nodos et, éventuellement, à l'extérieur du Réseau. C'est à chacun de nous d'évaluer les mérites de l'adoption de cette posture. Mais en tout cas elle ne paralyse pas ni les plans ni les projets de ceux qui sont ouverts à l'échelle des changements dont nous avons besoin dans la région: nous sommes attentifs au processus latino-américain, nous cherchons de nouvelles "solutions en marge" qui ont réussi dans d'autres économies solidaires, pour apprendre de ces dernières, nous articuler à elles et continuer à grandir ensemble dans ce vaste laboratoire de l'inclusion sociale

6. PLUS D'UN FUTUR POSSIBLE POUR LA POLITIQUE SOCIALE: MAIS AVEC QUI?

Actuellement, nous ne sommes sûrs que d'une chose : c'est que nous ne pouvons pas savoir ce qui va se passer dans l'évolution du Réseau en Amérique Latine: il y a un espace immense pour que s'y déploient les neuf lois de la complexité... Si nous pouvons construire de nouvelles alliances, de nouveaux acteurs sociaux seront à même de percevoir ce que, aujourd'hui, nous ne pouvons voir. Il nous faudra écouter avec attention les messages en provenance du Brésil, de l'Equateur, de la Colombie, et très bientôt du Honduras et du Salvador, sachant que le futur est ouvert à l'improbable et, heureusement, à notre pouvoir d'élaborer et de construire, à notre pouvoir de rêver aujourd'hui ensemble ce que nous voulons voir se réaliser demain.

Si en Argentine en 1998 le Réseau fut considéré par certains gouvernants comme une alternative valable pour faire face au chômage et de certains sociologues et économistes comme objet d'analyse critique, il a aussi dû être confronté à d'autres modèles en provenance d'autres régions et pays du monde et il a passé l'épreuve haut la main. Il a participé à des congrès et des réunions sur le thème en Finlande, en Belgique, en Hollande, en France, en Colombie et en Equateur ; il a reçu récemment un commentaire élogieux de Muhamad Yunus, le créateur de l'expérience connue la plus réussie de microcrédits (la Grameen Bank du Bangladesh). Le célèbre économiste brésilien Paul Singer, dans une entrevue réalisée en octobre de cette année, l'a qualifié d'"expérience fascinante" et la considère comme un "exemple ouvert à la possibilité d'exercer une influence dans ce moment historique, en tant qu'alternative au modèle économique dominant". Selon lui, "la crise de chômage actuelle n'est pas le patrimoine du Tiers Monde, mais bien une fracture structurelle du développement du capitalisme dans son étape présente, raison pour laquelle il existe au moins deux types d'arguments pour appuyer les économies solidaires: un argument tactique évident et un argument stratégique moins évident. Si ces économies se développent à grande échelle, elles pourront en arriver à mettre face à face deux modes de production, celui de la globalisation capitaliste internationale et celui de la coopération entre unités de production unies entre elles par des liens de solidarité ! »

A partir de la rencontre en Finlande, est né un dialogue fluide avec des expériences similaires, parmi lesquelles l'on retrouve "La "Otra" Bolsa de Valores" du Mexique, les LETS canadiens et les S.E.L. français. Les rédacteurs du Rapport Final sur les Monnaies Complémentaires d'Helsinki reconnaissent dans leurs conclusions sur les différentes expériences que:

* le *contact direct entre les participants* augmente de façon significative les possibilités des

systèmes d'économies solidaires, tels que les LETS et le Réseau Global de Troc d'Argentine;

- * la *variété des produits et des services* est essentielle pour assurer la croissance du système;

- * les groupes qui utilisent des *monnaies complémentaires de papier* grandissent de façon beaucoup plus rapide;

- * les systèmes de monnaies complémentaires sont *nécessaires mais pas suffisants* pour changer les relations structurelles de pouvoir et doivent être accompagnées par d'autres stratégies pour promouvoir le développement local et le changement structurel à long terme.

Ce même Rapport (souscrit par Ruth Caplan et Heloisa Primavera) recommande pour affronter le futur proche, de:

- *Promouvoir différentes stratégies de connexion* possibles entre Réseaux, par exemple le RGT, les SELs, les LETS, le système mexicain et d'autres qui peuvent représenter un apport par leur expérience;

- *Développer un système de formation permanente*, en même temps que des stratégies de suivi et de contrôle de gestion des différents programmes, de manière à faciliter leur reproduction.

- *Diffuser les systèmes de monnaies complémentaires à l'intérieur des différentes institutions* (écoles, hôpitaux, sociétés de promotion, etc.)

- *Articuler les différents Réseaux d'Economies Solidaires avec le Commerce Equitable (Fair Trade).*

L'accueil obtenu au Brésil, en Equateur et dans plusieurs régions de Colombie nous amène à penser que les conditions sont réunies pour penser à une expansion importante en Amérique Latine: la création des premiers "talentos" à Bogota (Colombie) le confirme ("*Nous n'avons pas d'argent, mais nous avons des talents...*"). Il a suffi de quelques conversations sur Internet, un terrain propice, des leaders communautaires du côté de l'espoir, unis à des politiciens et des techniciens ouverts aux processus innovateurs, pour que se crée un premier Nodo, là où auparavant il n'y avait rien! Comme le soutiennent les Neuf Lois, du néant surgit quelque chose!

Nous espérons avoir montré clairement qu'il a été nécessaire de **défier l'évidence** pour passer à un **micro-ordre social**, modeste certes et cependant **nouveau**, imparfait, bien sûr, et cependant **plein de créativité**. Dans ce micro-ordre social, l'on est passé :

- de la crise aiguë du chômage à l'économie solidaire au sein d'un petit groupe;
- de la rareté du marché formel à l'abondance du marché du troc;
- du cahier de l'épicier aux calculs sur ordinateur, du bon non transférable au bon transférable, au crédit, de la "non-monnaie" à la **monnaie sociale**!

De petits sauts évolutifs, qui sont peut-être passés inaperçus sur le moment aux yeux des acteurs eux-mêmes, qui n'ont pas subi de retour en arrière et continuent à générer des innovations et à se multiplier sous de nouvelles latitudes, s'enrichissant de ces nouvelles expériences. Si au début de ces réflexions il semblait utopique de vouloir atteindre le million de personnes en Amérique Latine reliées entre elles par des expériences d'économies solidaires avec création de monnaie sociale, avant que ne commence le Millénium, aujourd'hui ce but a toutes les apparences d'un PROJET EN MARCHE et requiert seulement de personnes qui croient en un futur différent et qu'il est possible de réinventer la vie par l'acte de réinventer le marché, à partir de la confiance et la réciprocité, à partir de la responsabilité partagée dans la construction de nouvelles catégories de pensée et de nouvelles pratiques qui amènent à la construction de nouveaux acteurs sociaux. Après tout, si l'on se souvient que l'argent n'a jamais été qu'une *promesse absurde*, n'a jamais été autre chose qu'un accord à l'intérieur d'une communauté sur ce qui pouvait servir de moyen d'échange, il semble bienvenu qu'une telle proposition de création de MONNAIE SOCIALE provienne... du Río de la PLATA!⁷

⁷ Buenos Aires se trouve sur l'estuaire du Río de la Plata. Une traduction littérale serait : Fleuve de l'Argent

7. POSTFACE

(...) L'argent n'est qu'une promesse absurde (...)

« Nous commençâmes à marcher vers la Rue Cangallo... »

« Le silence et la solitude possédaient cette présence frappante qu'on trouve la nuit dans le quartier des Banques. Quartier plus solitaire et silencieux le soir que n'importe quel autre ; probablement, à cause de l'énorme contraste avec la violente effervescence qu'on y trouve pendant la journée ; le bruit, le grouillement, l'empressement des uns et des autres, la foule qui s'agite là aux heures de bureau.

Mais aussi, très probablement, à cause de la solitude sacrée qui règne dans ces lieux quand l'Argent se repose. Quand les derniers gérants, les derniers employés sont partis, quand se termine cette tâche éprouvante et un peu ridicule au cours de laquelle un pauvre type qui gagne à peine quelques sous voit passer dans ses mains des milliards, pour que de véritables foules déposent, avec d'innombrables précautions, de petits bouts de papier aux propriétés magiques que d'autres foules retirent à d'autres guichets, avec des précautions inverses...

Processus teinté de chimère et de magie, même si eux – les croyants – se considèrent des personnes réalistes et pratiques, car ils acceptent ces bouts de papier plutôt sales, où, avec beaucoup d'attention, l'on peut deviner **une espèce de promesse absurde**, selon laquelle un homme qui ne signe même pas lui-même s'engage, au nom de l'Etat, à donner on ne sait quoi en échange du petit papier.

Ce qui est curieux c'est que ces individus se contentent d'une promesse, puisque personne, que je sache, n'a jamais exigé que se remplisse cet engagement. Plus surprenant encore, c'est cet autre papier – moins sale mais encore plus absurde – par lequel un autre homme promet d'échanger une certaine quantité de ces petits papiers sales: quelque chose comme la folie mais au carré.

Et tout cela au nom de Quelque Chose que personne n'a jamais vu et qui – paraît-il – reste déposé Quelque Part, surtout aux États-Unis, dans des grottes d'acier. D'ailleurs que tout ça n'est qu'une histoire de religion nous l'indique l'usage de mots comme crédits et fiduciaire.

Rapport sur les Aveugles, Ernesto Sabato, Buenos Aires, 1955

8. BIBLIOGRAPHIE

1. Braudel, F.
La dinámica del capitalismo
Madrid, Alianza, 1985.
2. Callon, M. y Latour, B.
La science telle qu'elle se fait. Anthologie de la sociologie des sciences de langue anglaise.
Paris, La Découverte, 1991
3. Coraggio, J. Luis
Desarrollo Humano, Economía Popular y Educación.
Buenos Aires, Editorial AIQUE- IDEAS, 1995.
4. De Gregori, W.
Cibernética Social y Proporcionalismo
Bogotá, ASICS-PRO, 1999.
5. De Sanzo, C. , Covas, H. y Primavera, H.
Reinventando el Mercado: la experiencia de la Red Global de Trueque en Argentina.
Bernal, Programa de Autosuficiencia Regional, 1998.

6. Flores, F.
Creando organizaciones para el futuro.
Santiago, Dolmen, 1993.
7. Kelly, K
Nuevas reglas para la nueva economía.
Buenos Aires, Granica, 1999.
8. Latour, B.
La vie de laboratoire.
Paris, La Découverte, 1988.
9. Latour, B.
La science en action.
Paris, La Découverte, 1989.
10. Maturana, H y Varela, F.
Autopoiesis and Cognition: The Realisation of the Living.
Dordrecht, Reidel, 1980.
11. Maturana, H y Varela, F.
El árbol del conocimiento.
Santiago, Universitaria, 1984.
12. Morisio, C.
"¿Son los clubs de trueque una alternativa al desempleo en Argentina?"
Buenos Aires, CEMA-ISEG, 1998. (mimeo)
13. Primavera, H.
"Unicornios: entre la Utopía y la responsabilidad social. La experiencia del trueque en Argentina",
in "Expanding people's spaces in globalising economy", Hanasaari, Finland, 5 - 9.9.98 (mimeo).
14. Primavera, H.
"Reshuffling for a new social game: the experience of Global Barter Network in Argentina", in
Proceedings of the Global Dialogue: "Expanding people's spaces in a globalising economy",
Hanasaari, Finland, 5 - 9.9.98.
15. Primavera, H.
"La moneda social de la Red Global de Trueque en Argentina: ¿barajar y dar de nuevo en el juego
social ?" Actas del Seminario Internacional "Globalisation of Financial Markets and its Effects on the
Emerging Countries", organizado por el Instituto Internacional Jacques Maritain, la CEPAL y el
Gobierno de Chile, Santiago (29-31.3.99).
16. Schuldt, Jürgen
Dineros alternativos para el desarrollo local
Lima, Universidad del Pacífico, 1997.
17. Singer, Paul
Globalização e Desemprego: diagnóstico y alternativas,
São Paulo, Contexto, 1998.
18. Spinosa, Ch., Flores, F. and Dreyfus, H.
Disclosing New Worlds: Entrepreneurship, Democratic Action and Cultivation of Solidarity.
Cambridge, The MIT Press, 1997.
19. Watzlawick, P.
La realidad inventada.
Buenos Aires, Gedisa, 1989.
20. Watzlawick, P. y Krieg, P. (comp)
El ojo del observador. Contribuciones al constructivismo.
Barcelona, Gedisa, 1994.
21. Winograd, T. and Flores, F.
Understanding Computers and Cognition. A New Foundation for Design.
New York, Addison Wesley, 1986.